

PARTI
SOCIALISTE
UNIFIÉ

QUI SOMMES-NOUS ?

Des Meusiens qui veulent vivre et travailler au pays.
Qui souffrent de la rentabilisation maximum par le capitalisme, dont la conséquence pour nous est la désertification, le sous-équipement (écoles, hôpitaux, crèches, transports en commun, loisirs, etc.).

Qui mettent leur espoir et leur force dans la lutte collective pour une société juste leur permettant de vivre un jour correctement chez eux.

Qui pour ce faire, ont choisi l'adhésion au socialisme autogestionnaire et au P.S.U. qui développe cette recherche.

Mais n'attendez pas de nous des solutions toutes faites.

De plus, nos ressources financières sont faibles en face des capitaux énormes de nos concurrents. D'autre part, nous préférons un arbre debout à un arbre transformé en affiches !

C'est pourquoi vous ne verrez pas de débauche de tracts et d'affiches signés Front Autogestionnaire.

C'est pourquoi aussi vous nous trouverez plus souvent les uns ou les autres au travail dans une organisation de travailleurs plutôt qu'en vedette dans la presse quotidienne.

Vous ne verrez pas non plus nos photos : nous ne sommes pas des professionnels de la politique, et nous préférons vous présenter nos idées qu'étaler nos personnes.

Jean-Louis BABIN
Brigitte MAILLARD



ELECTIONS LEGISLATIVES - mars 1978

2ME CIRCONSCRIPTION DE LA MEUSE

SOCIALISME - AUTOGESTION ÉCOLOGIE DROITS DES FEMMES

Actuellement, les travailleurs (ouvriers, paysans, etc.) essaient de tirer de leur travail la possibilité d'avoir une vie décente (argent, temps disponible). C'est pour un grand nombre impossible : salaires minimums pour les immigrés, chômage, réductions d'horaires, licenciements, conditions de travail dangereuses pour les ouvriers ; pour les paysans : horaires de travail démesurés, obligation d'acquisition de la terre, de machines, de bétail, laissant à une certaine catégorie (petits et moyens) un salaire de misère.

Dans le même temps, des paysans s'agrandissent démesurément, des salaires dépassent le million, et pour d'autres les revenus mensuels dépassent la dizaine de millions. Des patrons accumulent des capitaux.

POURQUOI ?

La machine, plus exactement la société, dans laquelle nous vivons, est basée sur le profit.

Tout travail toute entreprise a pour objet le profit.

Au niveau d'une entreprise, pour gagner plus, il faut. vendre le plus cher possible, avoir des salaires le plus bas possible, acheter les matières premières le moins cher possible.

Ce qui entraîne une recherche continuelle de profit maximum

— En augmentant les prix de vente, ou en diminuant la qualité dépens des consommateurs ;

— En compressant les salaires au maximum, en recherchant cadences les plus élevées ;

— En achetant le moins cher possible les matières premières les industries agro-alimentaires (lait, viande), etc.

Au niveau de l'Etat, même problème par le canal des compagni s privées, pillage du Tiers-Monde pour récupérer minerais, pétrole, mai.. d'œuvre, etc., au plus bas prix.

L'industrie doit tourner et il y a recherche continuelle de produits nouveaux dont la vente est susceptible de rapporter un profit, même si ce produit est inutile. Une publicité bien orchestrée le rendra vendabl. et consommable dans le public.

On finit par persuader les gens que le bonheur est dans la société du gadget, de la télévision ou de la voiture (plus elle est grosse, plus on est heureux, mais pour le travailleur plus il faudra de travail pour la payer et l'entretenir).

La recherche du profit maximum fait que les solutions retenues ne tiennent pas compte de l'environnement. Exemple de l'invasion des produits chimiques afin d'augmenter le rendement. Exemple des constructions de logements à bon marché, mais inconfortables...

Ce système, basé sur l'asservissement des travailleurs, a besoin de garde-fous lorsque les gens veulent le remettre en cause. C'est le rôle de la police, de l'armée, des « politiciens ».

Il faut qu'il fonctionne, qu'il y ait une hiérarchie, une distribution des rôles. L'école, l'éducation, sont les éléments privilégiés de cette formation.

Une gauche différente pour que demain chacun décide.

Présenter les propositions pour modifier ce qui ne va pas dans notre société, cela représente des pages et des pages de texte, d'analyse et de revendications. Nous avons préféré nous consacrer à quelques espects seulement de nos propositions. Nous aurions aussi bien pu expliquer comment nous voyons le contrôle et les décisions par les intéressés, dans des domaines aussi variés que le logement, l'école, la santé, les loisirs, les équipements collectifs, etc. Mais les nécessités nous limitent.

Notre axe essentiel réside dans notre volonté de modifier le fonctionnement de la société pour la rendre vivable. Ainsi, il est possible de ne travailler que 35 heures par semaine, et que chacun travaille. Il est possible de réduire les inégalités de revenus pour — à terme — arriver à ce que chacun ait selon ses besoins, et participe selon ses possibilités. Il est possible de vivre, de travailler (et de faire autre chose qu'un travail !) dans notre village ou notre ville, en Meuse.

Mais tout cela, au prix d'autres choix, d'autres orientations.

Droit des femmes

Dans la société actuelle, qu'elle reste au foyer pour élever les enfants ou qu'elle ait une activité salariée, la femme subit une double exploitation :

- Dans le travail domestique : l'idéologie actuelle impose à l'homme de faire vivre sa famille par son travail. La femme, elle, travaille gratuitement au foyer. D'où sentiment de dépendance vis-à-vis du mari ou, si elle travaille à l'extérieur, obligation de faire face à une double journée de travail ;
- Dans le travail salarié : c'est aux femmes qu'on réserve les emplois les moins payés et souvent, pour un même travail, les femmes sont moins payées que les hommes. La main-d'œuvre féminine est une main-d'œuvre bon marché.

La lutte pour les droits des femmes passe donc par une remise en cause radicale des rôles sociaux imposés aux femmes comme aux hommes. Elle se situe dans :

- La lutte pour l'application du principe : à travail égal, salaire égal ;
- La lutte pour la reconnaissance de l'autonomie juridique des femmes ;
- La lutte idéologique pour le partage des tâches ménagères qui passe par la mise en place de services collectifs, et la réduction des temps de travail tant pour les hommes que pour les femmes ;
- La lutte contre toutes les formes de violences sexuelles, les crimes contre les femmes (viols, agressions) sont le fruit d'une société sexuellement agressive ;
- La lutte pour le libre choix de la vie affective et sexuelle, pour le droit à l'interruption de grossesse dans les centres d'orthogénie.

Pour faire entrer dans la réalité les droits des femmes, on ne peut se contenter de réformes sociales de détail. Ce sont la production, le travail, les formes de vie qui doivent être différents.

LA DÉMILITARISATION DE LA SOCIÉTÉ POUR UNE DÉFENSE POPULAIRE

Le domaine militaire constitue un domaine à part dans la société actuelle, échappant aux droits démocratiques. Des secteurs entiers de l'économie sont soumis à l'idéologie militaire et au contrôle de l'armée. La notion de « défense nationale » disparaît au profit de la notion de « sécurité nationale » : l'ennemi devient intérieur.

La renonciation à l'armement nucléaire s'impose parce qu'il est coûteux, inefficace, dangereux.

L'autogestion implique une véritable défense populaire qui donne au peuple le contrôle et la responsabilité des buts et des moyens de défense. Une telle défense doit inclure les méthodes de lutte non-violente, s'inspirant des stratégies de non-collaboration et de désobéissance civile.



Le P.S. et le P.C. polémiquent entre eux. Leur programme commun (signé entre états-majors) n'a jamais été le reflet d'une pratique commune ; il n'est pas non plus une remise en cause suffisante du mode de développement : pourquoi et pour qui produire ? Pourquoi toujours la croissance économique ? Pour qui ?

Rompre avec la productivité à outrance, rechercher les véritables besoins des populations (notamment dans le domaine de l'énergie, de la consommation alimentaire), ce sont là les nécessités urgentes de notre époque. C'est la raison de notre candidature, pour une gauche différente, où — demain — chacun décide.

VERDUN et sa région se trouvent au-dessus d'une nappe d'eau chaude, dont l'exploitation permettrait une source d'énergie non polluante.

A CHAUVENCY, près de MONTMÉDY, une maison solaire existe...

Et pourtant E.D.F. et le gouvernement créent une centrale nucléaire à côté de Thionville, construite par des entreprises privées, sous brevets américains.

Pourtant le nucléaire tue : les garanties de sécurité ne sont pas satisfaisantes.

MAIS VOUS, ÉLECTEURS, vous a-t-on avertis des dangers du nucléaire ? Vous a-t-on fourni tous les éléments pour comprendre, pour savoir, pour décider ?

ON NE VOUS A PAS DEMANDÉ VOTRE AVIS ! POURQUOI ?

VOTEZ

Jean-Louis BABIN

Suppléante **Brigitte MAILLARD**

Imprim. Huguet - Verdun